

Leçon 12

Les options de lutte non électorales

Les dictateurs organisent des simulacres d'élection juste pour se donner une façade démocratique. Ces élections sont des plébiscites rigoureusement contrôlés pour assurer une certaine légitimité aux candidats pré-désignés. Dans le cas où les candidats de l'opposition sont effectivement élus, les résultats sont tout simplement ignorés et les « vainqueurs » intimidés, arrêtés, ou pire encore exécutés.

Il n'est pas de la nature des dictateurs d'organiser des élections libres et transparentes susceptibles de les évincer du pouvoir. Sous une dictature, une élection, à elle seule, suffit rarement pour faire tomber un régime dictatorial. Dans les cas où les élections ont réussi, elles étaient précédées ou soutenues par un conflit armé, une insurrection populaire ou un coup d'Etat. Pour cette raison, il est important que les combattants de la liberté étudient les autres méthodes qui ont permis à des peuples opprimés de se libérer.

Il existe en effet 5 autres méthodes que nous allons analyser l'une après l'autre.

1- Les négociations

Les négociations sont un instrument très utile dans la résolution de certains types de conflit, et doivent être utilisées chaque fois qu'elles sont appropriées. Cependant, il faut avoir une bonne connaissance du processus de négociation. Dans une négociation, la justesse des différentes opinions ne détermine pas le contenu de l'accord négocié. Bien que ces points figurent à l'ordre du jour, l'on ne parvient à un accord qu'après une évaluation des forces en présence. En d'autres termes, l'accord est toujours le fruit de l'évaluation du rapport de forces entre les parties en présence et de l'issue probable d'un combat ouvert.

La résistance, et non les négociations, est essentielle au changement dans les conflits avec des enjeux fondamentaux. La résistance change le

rapport de forces entre l'oppresseur et les opprimés, rendant les négociations utiles et productives. Lorsque les enjeux sont grands, la règle doit être « lutter d'abord pour changer le rapport de forces, puis négocier afin de consolider ses positions. »

2- Le Sauveur Etranger

De nombreuses personnes vivant sous une dictature brutale finissent par croire que les opprimés ne peuvent pas se libérer par leurs propres efforts. Elles fondent leurs espoirs sur des forces extérieures qui pourraient être « l'opinion publique internationale », les Nations Unies, ou encore un quelconque pays. Ce type de scénario pourrait sembler réconfortant, mais l'attente d'un sauveur étranger pose de graves problèmes. Très souvent, aucun sauveur étranger ne se manifeste. Les pays étrangers ont une incroyable tolérance pour les dictateurs qui savent ménager leurs intérêts politiques ou économiques.

La dictature existe à cause de la répartition du pouvoir dans le pays. Bien qu'elle puisse bénéficier de soutiens extérieurs, sa survie dépend en premier lieu de facteurs internes. La triste réalité est donc la suivante : La chute d'une dictature dépend de la force de la population opprimée, de sa détermination, de sa confiance en elle, et des méthodes de résistance. Un combat de libération est un combat dans lequel on doit compter d'abord sur ses propres forces.

3- Le coup d'Etat

Face à l'impossibilité à obtenir le changement par les urnes, certains combattants considèrent le coup d'état comme l'un des moyens les plus rapides et faciles pour se débarrasser de la dictature. Cependant, cette méthode comporte de sérieux inconvénients. Sous un régime dictatorial, l'opposition et la société civile sont très affaiblies par rapport à un gouvernement qui concentre en son sein trop de pouvoirs. Si ce rapport de forces n'est pas inversé dans le cadre de la lutte pour le renversement du dictateur, les nouveaux dirigeants peuvent eux aussi, s'ils le souhaitent, instaurer une nouvelle dictature. Pour parvenir à un changement social durable, le Peuple doit se fortifier en participant à son combat libérateur, ceci lui permettra de se prémunir contre les néo-dictateurs.

D'ailleurs dans plusieurs pays, les coups d'états organisés par des soldats fidèles à l'ancien régime ont pour but de détourner le combat du peuple en faisant partir le dictateur tout en maintenant le système dictatorial. Une « révolution de palais » ou un coup d'Etat n'est donc pas la bienvenue. La non-participation des masses rend le processus antidémocratique et illégitime. L'issue du coup d'état est rarement la démocratie.

4- La lutte Armée

En rendant le changement pacifique impossible, les dictateurs jettent les bases pour le changement dans la violence. Il n'est donc pas étonnant que beaucoup pensent que seule la violence peut mettre un terme à la dictature. Cependant choisir la violence, c'est entrer dans le jeu où la supériorité de l'oppresseur est notoire. Les dictateurs ont l'arsenal nécessaire pour la violence.

Néanmoins, les rébellions armées ont connu du succès dans plusieurs pays par le passé, et rien n'indique que les choses seront différentes à l'avenir. L'histoire nous enseigne que dans une situation d'oppression typiquement néocoloniale, une révolution armée est une option viable à condition :

- Qu'il soit clairement établi que toutes les méthodes de luttes non-violentes ont été disqualifiées par le dictateur.
- Que les masses soient prêtes à soutenir un conflit armé avec les énormes sacrifices que cela comporte ;
- Qu'il existe une organisation révolutionnaire bénéficiant du soutien des masses et ayant les capacités politico-militaires pour préparer, planifier, et diriger l'ensemble des opérations ;
- Que les conditions internationales sont favorables.

Est-ce à dire que les révolutionnaires doivent rester adosser à leurs vérandas que toutes les conditions soient remplies avant de commencer une action armée ? Certainement pas ! L'utilisation répétitive et sans succès des autres méthodes peut justifier historiquement le choix subséquent de la lutte armée. Par ailleurs, le début des actions armées peut par elle-même précipiter la création de conditions favorables. Cependant, il n'est pas facile de déterminer avec exactitude le moment optimal du déclenchement des hostilités. De plus, on sait quand commence la guerre mais on ne sait pas quand elle se termine. Le plus grand danger qui guette les initiateurs d'un mouvement armé est l'instrumentalisation dont ils peuvent faire l'objet de la part de puissances étrangères. Il existe heureusement d'autres formes de résistance radicale pour les révolutionnaires sérieux qui, par choix ou par nécessité, opèrent dans le cadre des espaces de liberté arrachés de haute lutte au dictateur dans des combats antérieurs.

5- Les soulèvements populaires non-violents

Un soulèvement populaire non-violent est une révolution politique contre un régime oppressif par l'utilisation de la non-coopération civile et de la défiance politique. Cette stratégie politique est donc basée sur la mobilisation populaire ; Elle se fonde sur l'idée que le détenteur de la légitimité du pouvoir est le Peuple souverain. « *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple ou pour toute partie du peuple, le plus élémentaire des droits et le plus sacré des devoirs*

».

La non-coopération civile consiste pour le Peuple à exercer son pouvoir légitime de refus contre des dirigeants qui ne se conforment pas à ses aspirations.

La défiance politique prône une attitude de défi et de confrontation vis-à-vis de la dictature.

La combinaison intelligente des deux formes de résistance retire toute légitimité au régime en place et assure la victoire du Peuple.

Face à un adversaire doté de puissants moyens financiers et militaires, et jouissant de solides complicités sur le plan international, un Peuple organisé peut par une tactique, transformer la force du dictateur en un désavantage pour ce dernier.

Une action de défiance politique du Peuple accule le pouvoir dictatorial à faire un usage excessif de sa force, ce qui se retourne politiquement contre le régime, l'affaiblissant et fortifiant le mouvement démocratique. Bien appliquée, cette tactique oblige le dictateur à se démasquer et à laisser tomber la façade démocratique de son pouvoir. Il en résulte une condamnation généralisée du régime sur le plan international, l'aggravation des scissions dans son propre camp, et surtout une mobilisation accrue et une résistance grandissante de la population.

Quelques questions relatives à la lutte non-violente

Une série de fausses opinions et de préjugés ont empêché la compréhension du combat non-violent. Voici quelques mises au point :

- D'aucuns pensent que la violence agit rapidement, et la non-violence prend plus de temps. Ces deux idées sont fausses. Une guerre peut durer et une insurrection populaire non armée peut renverser un pouvoir en quelques heures.

- Le combattant non-violent est souvent perçu comme faible, peu viril. La non-violence n'est pas l'apanage du faible. Elle demande une grande force de caractère, de courage et de sagesse contre un adversaire violent. La non-violence est la seule chance pour la Paix ; elle rend légitime la lutte armée si le dictateur ne cède pas aux démocrates non-violents.

- Le combat non-violent ne s'appuie pas sur des croyances religieuses ou des principes éthiques. Le révolutionnaire arrive à la stratégie non-violente après et non avant l'analyse de toutes les options disponibles. Elle n'est choisie que parce que l'on est convaincu que c'est la meilleure des options à un moment donné pour un conflit donné. Cette stratégie ne sera pas choisie ou sera abandonnée si elle ne correspond pas ou plus à la

situation globale du conflit.

La question de la confidentialité dans la planification stratégique.

La confidentialité et les opérations clandestines posent de sérieux défis à un mouvement qui emploie la stratégie de non-violence. Il est souvent impossible d'empêcher la police politique et les agents secrets de connaître les intentions et les plans d'un mouvement politique légal. Généralement, le secret induit la peur, refroidit l'ardeur des militants et par conséquent, limite le nombre de participants à une action donnée. Il engendre aussi des suspicions et accusations, souvent injustifiées, au sein du mouvement - chacun se demandant qui est la taupe. Par contre, la clarté quant aux intentions et la transparence par rapport aux mécanismes de prise de décision, rend possible l'implication d'un grand nombre de personnes dans l'ensemble du territoire et même à l'étranger.

La stratégie globale du mouvement doit être largement diffusée. La population doit en avoir connaissance afin de participer intelligemment aux actions et mots d'ordre. Au niveau tactique, cependant, un degré de discrétion est nécessaire. Surprendre l'ennemi accroît grandement les chances de succès. Les méthodes peuvent être secrètes mais il est important que le public sache clairement quelles méthodes sont inacceptables par le mouvement : ex. assassinats, vols, viols, casses, etc...Ceci permet au mouvement démocratique de se protéger contre l'infiltration des agents provocateurs.

En résumé, la stratégie globale doit être dévoilée, mais les tactiques et les méthodes doivent être secrètes. L'ennemi peut bien savoir ce qui va être fait mais il doit autant que faire se peut ignorer quand, où, et comment.

Pour en savoir plus :
http://www.toupie.org/Dictionnaire/Insurrection.htm